Raad voor Vreemdelingenbetwistingen

Arrest

nr. 352 444 van 2 september 2025
in de zaak RvV X / II

Inzake: **X**

Gekozen woonplaats: **ten kantore van advocaat T. BARTOS**
Rue Sous-le-Château 10
4460 GRÂCE-HOLLOGNE

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, thans de Minister van Asiel en Migratie.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Noord-Macedonische nationaliteit te zijn, op 10 oktober 2024 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie van 30 september 2024 tot het opleggen van een inreisverbod (bijlage 13*sexies*).

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (oud).

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gezien het verzoek en de instemming om gebruik te maken van de louter schriftelijke procedure met toepassing van artikel 39/73-2 van voormelde wet (oud) (thans artikel 2.44 van de RvV-wet).

Gelet op de beschikking van 3 augustus 2026 waarbij het sluiten van de debatten wordt bepaald op 11 augustus 2026.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Op 30 september 2024 wordt de verzoekende partij een inreisverbod (bijlage 13*sexies*) gegeven. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

"INREISVERBOD

Betrokkene werd gehoord door de politie van PZ AALST op 30.09.2024 en in deze beslissing werd rekening gehouden met zijn verklaringen.
Aan de Heer,:
Naam : I. (..)
voornaam : A. (..)
geboortedatum : (..)
geboorteplaats : OGNJANCI
nationaliteit : Macedonië (Voorm. Joegoslavische Rep.)
In voorkomend geval, alias:

wordt een inreisverbod voor 2 jaar opgelegd voor het volledige Schengengrondgebied(1).
Wanneer betrokkene evenwel in het bezit is van een geldige verblijfstitel afgeleverd door één van de lidstaten, dan geldt dit inreisverbod enkel voor het grondgebied van België.
De beslissing tot verwijdering van 30/09/2024 gaat gepaard met dit inreisverbod.

REDEN VAN DE BESLISSING

Het inreisverbod wordt afgegeven in toepassing van het hierna vermelde artikel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en op grond van volgende feiten:
Artikel 74/11, §1, tweede lid, de beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod omdat:
□ 1° voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan en/of;
□ 2° een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd.
Om de volgende reden(en) gaat het bevel gepaard met een inreisverbod van 2 jaar:
Betrokkene bezit geen arbeidskaart of single permit. (PV is opgemaakt door RVA).
Betrokkene heeft niet getwijfeld om zonder de daartoe vereiste machtiging te werken. Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole en op de bescherming van de economische en sociale belangen, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel.
Betrokkene verklaart niet een gezinsleven of minderjarige kinderen in België te hebben, noch medische problemen te hebben. Een schending van de artikelen 3 en 8 EVRM wordt niet aannemelijk gemaakt.
Bijgevolg heeft de gemachtigde van de Staatssecretaris rekening gehouden met de specifieke omstandigheden, zoals bepaald in artikel 74/11."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Verzoekende partij zet een enig middel als volgt uiteen in het verzoekschrift:

"Moyen unique : violation de l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de la violation des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi que du droit à être entendu.

1.
L'Office des étrangers motive notamment sa décision de la manière suivante :
(..)
2.
L'article 74/11 de la loi sur les étrangers prévoit que :
« § 1er. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.
La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants :
1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou; 2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.
[2 Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque :
1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour;
2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume.]2
La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale.
§ 2. Le ministre ou son délégué s'abstient de délivrer une interdiction d'entrée lorsqu'il met fin au séjour du ressortissant d'un pays tiers conformément à l'article 61/3, § 3, ou 61/4, § 2, sans préjudice du § 1er, alinéa 2, 2°, à condition qu'il ne représente pas [3 une menace]3 pour l'ordre public ou la sécurité nationale.
Le ministre ou son délégué peut s'abstenir d'imposer une interdiction d'entrée, dans des cas particuliers, pour des raisons humanitaires.
§ 3. L'interdiction d'entrée entre en vigueur le jour de la notification de l'interdiction d'entrée.
L'interdiction d'entrée ne peut contrevenir au droit à la protection internationale, telle qu'elle est définie aux articles 9ter, 48/3 et 48/4. ».
L'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 n'autorise pas l'adoption automatique d'une interdiction d'entrée. Il enjoint d'opérer une évaluation au cas par cas, qu'il encadre en fixant la durée maximale de l'interdiction d'entrée et en énumérant les diverses hypothèses dans lesquelles une interdiction d'entrée ne peut pas être édictée.
La durée de l'interdiction d'entrée doit être fixée en fonction des circonstances propres à chaque espèce. L'article 74/11, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la durée de l'interdiction d'entrée est

déterminée « en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas », tout en fixant deux délais maximums.
Le premier délai maximum, de trois ans, concerne le ressortissant de pays tiers qui ne répond pas aux conditions pour bénéficier d'un délai de départ volontaire ou qui n'a pas exécuté une décision d'éloignement antérieure. Le second délai maximum, de cinq ans, concerne le ressortissant de pays tiers qui a commis une fraude au séjour ou un mariage de convenance. Ce délai maximum de cinq ans peut être étendu au-delà pour l'étranger qui présente un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale.
3.
Dans un arrêt n°311 099 du 8 août 2024, Votre Conseil mentionne : « La partie requérante a été entendue par la police le 2 mars 2024. La décision attaquée le précise d'ailleurs. Le formulaire utilisé, qui figure au dossier administratif, ne fait toutefois état que de l'éventualité de l'adoption d'un ordre de quitter le territoire mais non d'une interdiction d'entrée. Aucune des questions posées n'apparaît par ailleurs afférente spécifiquement à l'éventualité de l'adoption d'une interdiction d'entrée (nous soulignons).
Il ne ressort donc pas du dossier administratif que la partie défenderesse a donné la possibilité à la partie requérante de faire connaître son point de vue quant à l'éventuelle adoption de l'interdiction d'entrée attaquée, qui constitue une décision unilatérale, prise par la partie défenderesse à la suite d'un ordre de quitter le territoire.
C'est à bon droit que la partie requérante expose dans sa requête que « L'interdiction d'entrée est un acte ayant une portée juridique propre qui ne se confond pas avec celle de l'ordre de quitter le territoire. L'objet de ces décisions est différent. Il en est de même des motifs justifiant leur adoption. En conséquence, l'interdiction d'entrée cause un grief distinct de celui résultant de l'ordre de quitter le territoire. La décision de retour contraint l'étranger à s'éloigner de la Belgique et l'interdiction d'entrée l'empêche d'y revenir. »
(…)
4.4. La partie requérante expose au point 3.2. de sa requête (reproduit ci-dessus), ce que, si la possibilité d'être entendue sur l'adoption éventuelle d'une interdiction d'entrée lui avait été donnée, elle aurait fait valoir.

Le Conseil constate qu'il ne peut être exclu que la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent si la partie requérante avait pu faire valoir ces éléments. Rappelons qu'il n'appartient en effet pas au Conseil de substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse (nous soulignons). Il convient de souligner encore que l'importance du grief, causé par les interdictions d'entrée, dépend des durées pour lesquelles elles sont imposées (Voir en ce sens, C.E. n° 233.257 du 15 décembre 2015).
Sans se prononcer sur ces éléments, le Conseil ne peut donc que constater que la partie défenderesse a méconnu le droit d'être entendu de la partie requérante, en ne lui donnant pas la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l'adoption de l'interdiction d'entrée attaquée, qui constitue une décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts. ».
L'interdiction d'entrée est un acte ayant une portée juridique propre qui ne se confond pas avec celle de l'ordre de quitter le territoire. L'objet de ces décisions est différent. Il en est de même des motifs justifiant leur adoption. En conséquence, l'interdiction d'entrée cause un grief distinct de celui résultant de l'ordre de quitter le territoire. La décision de retour contraint l'étranger à s'éloigner de la Belgique et l'interdiction d'entrée l'empêche d'y revenir. En outre, l'importance du grief, causé par l'interdiction d'entrée, dépend de la durée pour laquelle elle est imposée.
Dès lors que l'interdiction d'entrée était de nature à affecter de manière défavorable et distincte de l'ordre de quitter le territoire les intérêts du requérant, son droit à être entendu impliquait que la partie défenderesse l'invite à exposer également son point de vue au sujet de cette interdiction avant de l'adopter (voir en ce sens : C.E. n° 233.257 du 15 décembre 2015).
Or, bien que retenu par la police de Alost, le requérant n'a pas été invité à s'exprimer sérieusement et en détail sur sa situation. Les décisions ne contiennent ainsi aucun détail à ce sujet et pourraient être opposées à tout étranger en séjour précaire.
Dans l'arrêt « M.G. et N.R » prononcé le 10 septembre 2013 (C383/13), la Cour de Justice de l'Union européenne a précisé que « selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent […].
Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] »
Dans un arrêt C-166/13, rendu le 5 novembre 2014, la Cour de Justice de l'Union européenne a indiqué que le droit d'être entendu « fait […] partie intégrante du respect des droits de la défense, principe général du droit de l'Union. Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts » (§§ 45 et 46). Elle précise toutefois que « L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière

sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des États membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union ».
Par conséquent, les droits de la défense du requérant, notamment le principe 'audi alteram partem, ont été mis à mal dans le cas d'espèce.
Le droit d'être entendu n'a pas été respecté alors que le requérant disposait d'éléments à faire valoir par rapport à sa situation administrative.
En l'espèce, le requérant a séjourné en Allemagne avant d'arriver sur le territoire belge. Il explique qu'il a rendu visite à de la famille lors de son séjour en Allemagne en vue d'introduire une demande de regroupement familial.
Dans la mesure où l'interdiction d'entrée s'applique sur l'ensemble des Etats qui appliquent l'acquis Schengen, cette décision pourrait affecter négativement l'introduction d'une procédure en regroupement familial en Allemagne.
Les autorités allemandes refuseront probablement une telle demande dès lors qu'elles constateront nécessairement que le requérant s'est vu notifier une interdiction d'entrée en Belgique.
En outre, le requérant conteste avoir exercé une activité non déclarée à proprement parler. Si un procès-verbal a bien été rédigé à son encontre, il se trouvait en réalité dans un commerce appartenant à son beau-frère et a aidé ce dernier à porter certaines marchandises.
En réalité, le requérant a simplement aidé un membre de sa famille à porter certains biens, sans pour autant exercer la moindre activité économique non déclarée.
Si le droit à être entendu avait été respecté, la procédure administrative aurait pu aboutir à un résultat différent.
4.
De même, l'obligation de délivrer un ordre de quitter le territoire à un étranger se trouvant dans l'une des situations prévues à l'article 7 de la loi précitée du 15 décembre 1980 ne doit pas s'entendre comme s'imposant de manière automatique et en toutes circonstances.
Ainsi, les mesures sont tout à fait disproportionnées et constitutives d'erreur manifeste : alors même que le requérant n'a strictement aucun antécédent en Belgique et qu'il vient en Belgique pour rendre visite à de la famille, il reçoit une interdiction d'entrée de deux ans et est placé en rétention administrative.
Enfin, la partie requérante fait également grief à la partie défenderesse d'avoir opté pour une sanction sévère, à savoir une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans, sans préciser le rapport entre la gravité des faits et la sanction infligée.
L'interdiction d'entrée doit être annulée."

2.2. Wat de aangevoerde schending van artikel 1 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen betreft, wijst de Raad erop dat deze bepaling louter voorziet in de definiëring van begrippen, zodat niet kan worden ingezien op welke wijze dit artikel zou zijn geschonden. Het enig middel is op dit vlak dan ook onontvankelijk.

2.3. De bestreden beslissing moet duidelijk het determinerend motief aangeven op grond waarvan de beslissing is genomen. Het bestreden inreisverbod bevat een motivering in rechte, met name artikel 74/11, §1, tweede lid, 1° van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet). Er wordt toegelicht dat er een inreisverbod wordt opgelegd omdat er voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan. Verder wordt omstandig gemotiveerd waarom een duur van twee jaar wordt opgelegd: *"Betrokkene bezit geen arbeidskaart of single permit. (PV is opgemaakt door RVA).*
Betrokkene heeft niet getwijfeld om zonder de daartoe vereiste machtiging te werken. Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole en op de bescherming van de economische en sociale belangen, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel.
Betrokkene verklaart niet een gezinsleven of minderjarige kinderen in België te hebben, noch medische problemen te hebben. Een schending van de artikelen 3 en 8 EVRM wordt niet aannemelijk gemaakt.
Bijgevolg heeft de gemachtigde van de Staatssecretaris rekening gehouden met de specifieke omstandigheden, zoals bepaald in artikel 74/11."

In het bestreden inreisverbod wordt aldus concreet uiteengezet waarom haar een inreisverbod wordt opgelegd en waarom de duur ervan twee jaar bedraagt. In zoverre verzoekende partij met haar betoog voorhoudt dat er *automatisch* een inreisverbod voor de duur van twee jaar werd opgelegd kan zij bijgevolg niet gevolgd worden. Er blijkt niet dat het inreisverbod niet op afdoende manier motiveert waarom aan haar een inreisverbod voor twee jaar dient te worden opgelegd. Zoals immers genoegzaam blijkt wordt concreet ingegaan op de feitelijkheden die de zaak van verzoekende partij kenmerken en waarom deze volgens de verwerende partij een inreisverbod voor de duur van twee jaar verantwoorden.

De verzoekende partij maakt met haar betoog niet duidelijk op welk punt de motivering van de bestreden beslissing haar niet in staat stelt te begrijpen op welke juridische en feitelijke gegevens de bestreden

beslissing is gegrond, derwijze dat hierdoor niet zou zijn voldaan aan het doel van de formele motiveringsplicht.

Een schending van de formele motiveringsplicht, die voortvloeit uit de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 en artikel 62 van de Vreemdelingenwet wordt niet aannemelijk gemaakt.

2.4. De verzoekende partij betwist verder niet dat haar op grond van artikel 74/11, §1, tweede lid, 1° van de Vreemdelingenwet een inreisverbod in beginsel dient te worden opgelegd omdat haar geen termijn voor vrijwillig vertrek werd toegestaan. De Raad benadrukt dat de verwerende partij overeenkomstig artikel 74/11, § 1, tweede lid, 1° of 2°, van de Vreemdelingenwet in principe verplicht is om de verzoekende partij een inreisverbod op te leggen. Dat er een algemene verplichting is om een inreisverbod op te leggen, blijkt tevens uit het bepaalde in artikel 74/11, § 2, tweede lid, van de Vreemdelingenwet dat voorziet dat de gemachtigde zich "*kan*" onthouden van het opleggen van een inreisverbod in individuele gevallen, omwille van humanitaire redenen. De verwerende partij heeft dus wel "*de mogelijkheid*" om in individuele gevallen en om humanitaire redenen geen inreisverbod op te leggen, doch dit doet geen afbreuk aan de algemene regel dat een inreisverbod moet worden opgelegd. Het is dan ook niet de algemene regel (het opleggen van het inreisverbod) maar de uitzondering (geen inreisverbod opleggen) die noopt tot een specifieke motivering.

Voorts wijst de Raad erop dat overeenkomstig het eerste lid van artikel 74/11, §1 van de Vreemdelingenwet de duur van het inreisverbod wordt vastgesteld *"door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval".*

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de Vreemdelingenwet blijkt dat artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet een omzetting vormt van artikel 11 van de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven. In die zin wordt in de parlementaire voorbereiding met betrekking tot artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet en het inreisverbod het volgende benadrukt: "*De richtlijn legt echter op dat me tot een individueel onderzoek overgaat (overweging 6), dat men rekening houdt met "alle omstandigheden eigen aan het geval" en dat men het evenredigheidsbeginsel respecteert."* (*Parl.St*. Kamer 2011- 2012, nr. 53K1825/001, 23). Het bestuur heeft aldus, gelet op artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet, een ruime discretionaire bevoegdheid bij het bepalen van de duur van het inreisverbod en een specifieke motivering hieromtrent dringt zich op (RvS 26 juni 2014, nr. 227.898; RvS 26 juni 2014, nr. 227.900).

Het verplicht opleggen van een inreisverbod impliceert niet dat daarbij ook de maximumtermijn van drie jaar moet worden opgelegd. De duur van het inreisverbod moet overeenkomstig artikel 74/11, §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet immers worden vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van het geval. Derhalve is een specifieke motivering vereist die de gekozen duur van het opgelegde inreisverbod verantwoordt (RvS 26 juni 2013, nrs. 272.898 en 227.900).
De Raad herhaalt dat in het bestreden inreisverbod betreffende de duur van het inreisverbod omstandig wordt gemotiveerd omtrent de specifieke elementen die eigen zijn aan de zaak van verzoekende partij. Zo wordt vastgesteld dat verzoekende partij niet getwijfeld heeft om zonder de daartoe vereiste machtiging te werken, dat zij geen gezinsleven noch minderjarige kinderen in België heeft en dat zij evenmin medische problemen heeft. De verwerende partij stelt vast dat er geen schending van de artikelen 3 en 8 EVRM wordt aannemelijk gemaakt en besluit: *"Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole en op de bescherming van de economische en sociale belangen, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel".*

Gelet op voornoemde motieven kan de verzoekende partij niet voorhouden dat haar een inreisverbod voor twee jaar wordt opgelegd zonder enige motivering en dat het inreisverbod niet op een afdoende manier motiveert waarom aan haar een inreisverbod voor twee jaar dient opgelegd te worden, minstens maakt zij het tegendeel niet concreet aannemelijk. De Raad herhaalt dat er wel degelijk gemotiveerd wordt waarom de verwerende partij het nodig achtte de verzoekende partij een inreisverbod voor een duur van twee jaar op te leggen en dit aan de hand van de specifieke omstandigheden van het geval.

2.5. Waar verzoekende partij meent dat het hoorrecht is geschonden, wijst de Raad erop dat het Hof van Justitie van de Europese Unie gesteld heeft dat het recht om te worden gehoord integraal deel uitmaakt van de rechten van de verdediging, dat een algemeen beginsel van Unierecht is. Het Hof heeft eveneens herhaaldelijk opgemerkt dat schending van de rechten van de verdediging, in het bijzonder het recht om te worden gehoord, naar Unierecht pas tot nietigverklaring van het na afloop van de administratieve procedure genomen besluit leidt, wanneer deze procedure zonder deze onregelmatigheid een andere afloop had kunnen hebben. (HvJ 11 december 2014, *Boudjlida*, C-249/13; HvJ 5 november 2014, *Mukaburega*, C-166/13; HvJ 17 juli 2014, *Ys e.a*., C-141/12 en C-372/12). De Raad dient aan de hand van de specifieke feitelijke en juridische omstandigheden van het geval na te gaan of er sprake is van specifieke omstandigheden die de verzoekende partij had kunnen aanvoeren die na een individueel onderzoek het al

dan niet treffen van de bestreden beslissing had kunnen beïnvloeden (HvJ 10 september 2013, C-383/13 *PPU, M.G. e.a.*, § 40).

Anders dan wat verzoekende partij voorhoudt, blijkt vooreerst uit nazicht van het administratief dossier dat zij wel degelijk werd gehoord op 30 september 2024 voor het treffen van de bestreden beslissing. Zo werd haar op 30 september 2024 om 16u05 een vragenlijst voorgelegd in het kader van "*het horen van de vreemdeling*". Verzoekende partij lijkt er verder met haar betoog vanuit te gaan dat de verwerende partij haar had moeten confronteren met het voornemen om ten aanzien van haar een inreisverbod te treffen maar zij kan hierin niet gevolgd worden. Het hoorrecht houdt immers niet in dat de overheid er steevast toe is gehouden de illegaal verblijvende derdelander voorafgaand aan het gehoor dat plaatsvindt met het oog op de uitvaardiging van een welbepaalde beslissing, in kennis te stellen van het voornemen om jegens hem een dergelijke beslissing vast te stellen of van de gegevens waarop zij haar beslissing wil baseren (HvJ 11 december 2014, C 249/13, *Khaled Boudjlida*, 55). Haar verwijzing naar rechtspraak van de Raad is gelet op voorgaande niet dienstig, temeer nog in een continentale rechtstraditie geen precedentswerking kleeft aan deze rechtspraak en verzoekende partij evenmin aannemelijk maakt dat de feitelijkheden die aanleiding hebben gegeven tot deze rechtspraak dezelfde zijn als de feitelijkheden in onderhavige zaak.

Naast het feit dat uit het administratief dossier blijkt dat verzoekende partij wel degelijk gehoord werd voor het treffen van de bestreden beslissing, maakt zij verder met haar betoog evenmin aannemelijk dat, voor zover dit horen gebrekkig zou zijn geweest, *quod non,* zij gegevens had kunnen aanbrengen die van invloed hadden kunnen zijn op de besluitvorming.

Immers, waar zij betoogt dat zij in Duitsland verbleef voor haar komst naar België met het oog op het indienen van een gezinsherenigingsaanvraag en zij meent dat het bestreden inreisverbod een negatieve impact zal hebben op dergelijke aanvraag, wijst de Raad er vooreerst op dat verzoekende partij zich geheel beperkt tot een blote bewering dat zij voor haar komst naar België in Duitsland verbleef en zij zinnens was een gezinsherenigingsaanvraag aldaar in te dienen. In het administratief dossier noch bij het verzoekschrift ligt enig concreet stavingstuk in die zin voor. Blote beweringen zijn uiteraard niet afdoende om aannemelijk te maken dat er elementen zijn die van invloed hadden kunnen zijn op de besluitvorming. Bovendien, zelfs al zouden de verklaringen van verzoekende partij voor waar moeten aangenomen worden, dan nog gaat zij eraan voorbij dat het inreisverbod motiveert dat het enkel geldt voor België indien verzoekende partij in bezit is van een geldige verblijfstitel afgeleverd door één van de lidstaten. Zo verzoekende partij aldus verblijfsgerechtigd is in Duitsland, dan verhindert het bestreden inreisverbod haar niet de toegang en verblijf tot dat grondgebied. Gelet hierop maakt verzoekende partij evenmin aannemelijk dat – indien zij een recht op verblijf in Duitsland kan laten gelden in het kader van gezinshereniging – de Duitse autoriteiten haar dit recht op verblijf zouden ontzeggen omdat zij de toegang tot het Belgische grondgebied is ontzegd gedurende twee jaar.

Ook haar bloot betoog waar zij voorhoudt dat zij niet illegaal aan het werk was en dat zij slechts haar schoonbroer hielp met het dragen van bepaalde artikelen, is niet afdoende om te oordelen dat dit de besluitvorming had kunnen beïnvloeden. Zo blijkt immers uit het administratief dossier dat zich daarin het administratief verslag van FEDPOL van 30 september 2024 bevindt waarin verwezen wordt naar het proces-verbaal dat werd opgemaakt door de inspectie van de RVA. Blijkens dit verslag werd verzoekende partij op heterdaad betrapt op zwartwerk tijdens een controle op een werf. Het louter ontkennen van het feit dat zij zonder de vereiste machtiging aan het werken was laat niet toe te besluiten dat de verwerende partij op grond van verkeerde gegevens of op kennelijk onredelijke wijze heeft vastgesteld dat verzoekende partij niet getwijfeld heeft om zonder de vereiste machtiging daartoe te werken in België.

Zoals blijkt uit voorgaande maakt verzoekende partij niet aannemelijk dat zij voorafgaand aan het treffen van het bestreden inreisverbod niet gehoord werd, laat staan dat, voor zover er een onregelmatigheid kleefde aan dit gehoor, *quod non,* zij elementen had kunnen aanbrengen die van invloed hadden kunnen zijn op de besluitvorming. Een schending van het hoorrecht wordt niet aangetoond.

2.7. Met haar betoog voorts dat zij geen antecedenten heeft in België en dat zij naar België kwam om familie te bezoeken, toont verzoekende partij evenmin aan dat, gelet op de feitelijkheden die haar zaak kenmerken, met name de betrapping op zwartwerk, een inreisverbod voor de duur van twee jaar disproportioneel is, temeer nu de verwerende partij evenzeer heeft vastgesteld dat verzoekende partij geen noemenswaardige belangen heeft in België zoals een gezinsleven, minderjarige kinderen of enige medische problematiek die het treffen van dergelijk inreisverbod in de weg staan.

2.8. In zoverre verzoekende partij nog kritiek uit op het bevel om het grondgebied te verlaten van 30 september 2024, wijst de Raad erop dat dit bevel niet het voorwerp uitmaakt van onderhavige procedure en deze kritiek aldus niet dienstig kan worden aangebracht. Indien verzoekende partij meende dat zij zich niet

akkoord kon verklaren met dit bevel, dan stond het haar vrij hiertegen beroep aan te tekenen, hetgeen zij evenwel nagelaten heeft.

2.9. Het enig middel is, in de mate dat het ontvankelijk is, in al zijn onderdelen ongegrond.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken op twee september tweeduizend zesentwintig door:

mevr. S. DE MUYLDER,	wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,
dhr. R. VAN DAMME,	griffier.
De griffier,	De voorzitter,
R. VAN DAMME	S. DE MUYLDER